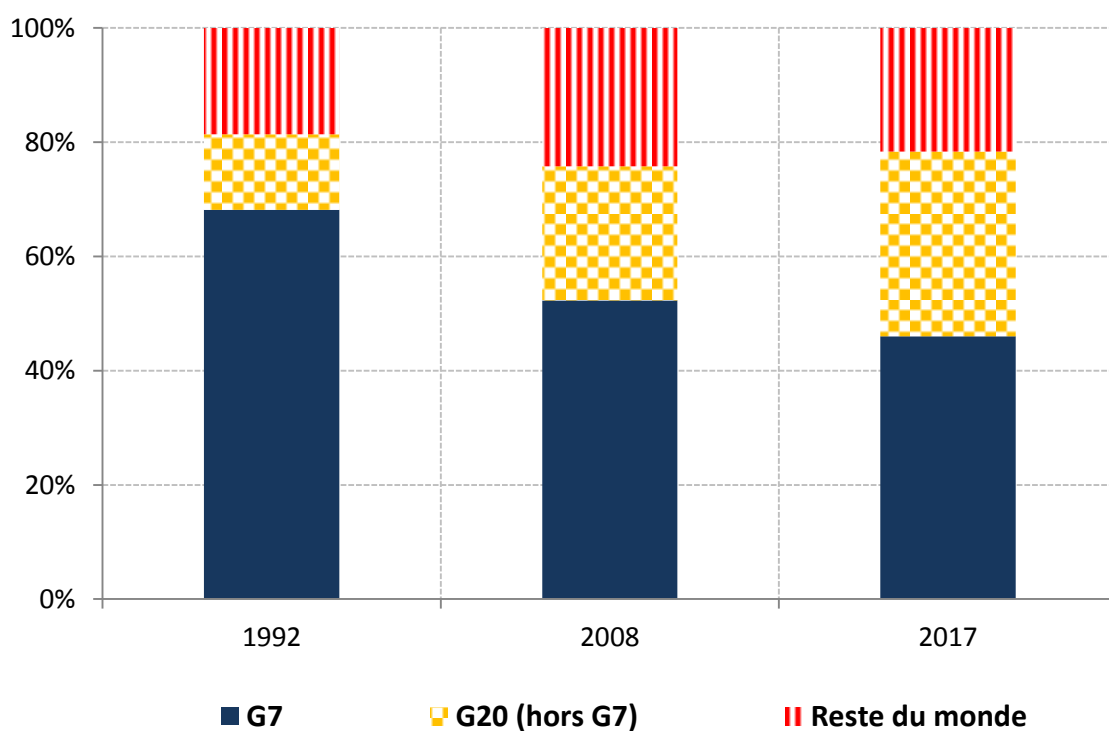


Le G7, un moteur du multilatéralisme

Par Ludivine Berret, [Bruno Cabrillac](#) et Céline Rochon

Pour répondre à la crise de 2008, les pays du G7 ont dû mobiliser plusieurs leviers de politique économique, en particulier monétaire et budgétaire, si bien que leur capacité à relancer l'économie ou à faire face à une nouvelle crise s'est réduite. En conséquence, la tentation de mener des politiques non coopératives pourrait être exacerbée malgré ses effets néfastes. Bien que le poids du G7 dans l'économie mondiale ait sensiblement reculé, ce forum dont la France a pris la présidence en 2019, est l'espace privilégié pour prévenir cette tentation.

Graphique 1 : Réduction du poids du G7 dans le PIB nominal mondial



Source: Datastream et FMI-World Economic Outlook. (WEO)

Le G7 a eu l'ambition dès son origine d'apporter une réponse coordonnée aux problèmes économiques globaux

Les premières réunions informelles réunissant les ministres des Finances des États-Unis, de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et du Japon ont été organisées au début des années 1970 pour faire face à la crise du système monétaire international consécutive à l'abandon du système de Bretton Woods. Le premier sommet des chefs d'État, auquel s'était joint l'Italie, est organisé en France en 1976. Puis, avec l'arrivée du Canada en 1976, le groupe devient le « G7 » ou *groupe des Sept*. Après l'effondrement de l'URSS, le G7 associe la Russie en 1997 et devient le G8, mais cette adhésion est suspendue depuis mars 2014 à la suite de l'annexion unilatérale de la Crimée.

La surveillance du fonctionnement du système de changes a été et demeure l'un des domaines d'action privilégiés du G7. Avec les accords du Plaza en 1985 et ceux du Louvre en 1987, le G7 devient un cadre de concertation préalable à des interventions coordonnées sur les marchés des changes. Le G7 affirme aujourd'hui son engagement en faveur de taux de change déterminés par les marchés et de politiques économiques qui ne ciblent pas les changes, comme en attestent les communiqués adoptés à l'issue des sommets.

Le champ du G7 s'est cependant progressivement élargi pour intégrer de nouvelles problématiques (développement, lutte contre le terrorisme, travail, santé, agriculture, sécurité, climat, ...). Citons comme exemple la création du Groupe d'Action Financière (GAFI), dont le but est de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ; ou l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), lancée en 1996 au sommet du G7 de Lyon, qui octroie sous conditions un allègement de dette permettant d'atteindre un niveau d'endettement extérieur « soutenable ».

Si la part du G7 dans l'économie mondiale reste significative, elle s'érode continument

Le G7 a vu sa part dans l'économie mondiale se réduire depuis les années 1980 avec la montée des pays émergents. Les pays membres du G7 représentent en 2017 46% du PIB contre 68% en 1992 (Graphique 1) alors que leur part dans la population mondiale se maintient autour des 10-12% sur la même période. La part du G7 dans le PIB mondial pourrait même chuter à 20% en 2050, selon [certaines études](#). D'autre part, les pays émergents sont devenus des acteurs clés de la mondialisation : d'après les données FMI, la part dans le commerce mondial des émergents est ainsi passée de 22,8% en 1997 à 36,5% en 2017. Enfin, le multilatéralisme régional s'est également développé, notamment dans le domaine de la coordination des politiques économiques comme en témoigne par exemple la montée en puissance des accords financiers régionaux en Europe et en Asie. Dans ces conditions, le G7 n'est plus en mesure d'apporter seul des réponses, mais plutôt d'en proposer.

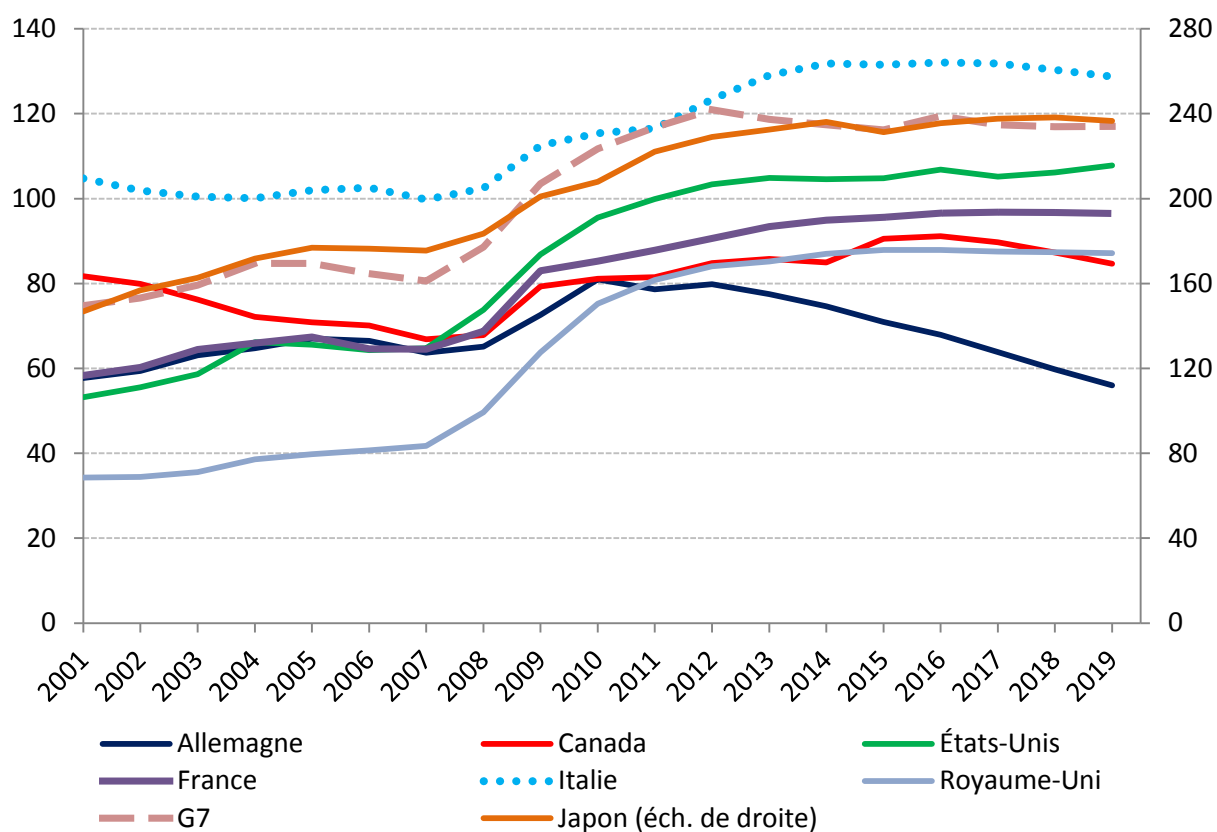
Le rôle moteur du G20 pendant la grande crise financière de 2008 a poussé le G7 à adapter son mode de fonctionnement sans perdre sa vocation première de concertation et de coordination en comité plus restreint et plus homogène. Il peut jouer le rôle d'antichambre du G20 pour discuter de nouveaux sujets ou pour l'élaboration de propositions. Ainsi, aux côtés du G20, le G7 demeure une instance éprouvée de coopération et de dialogue entre les principales démocraties occidentales (et japonaise) qui pratiquent pleinement l'économie de marché et ont des devises flottantes et convertibles. Le G7 peut également s'appuyer sur l'expertise et la mémoire institutionnelle de plusieurs dizaines d'années de coopération économique.

Les pays du G7 sont confrontés à des défis communs face auxquels les solutions multilatérales sont nécessaires

Depuis la crise financière, les pays du G7 ont, dans l'ensemble, pratiqué des politiques budgétaires expansionnistes, des politiques monétaires accommodantes et des politiques structurelles souvent trop peu ambitieuses pour faire face aux défis du vieillissement de la population, du ralentissement de la productivité et du changement climatique. Ces choix de politique économique, s'ils ont permis de résorber la crise, réduisent la capacité des pays du G7 à mener des politiques contracycliques et a fortiori à faire face à une nouvelle crise.

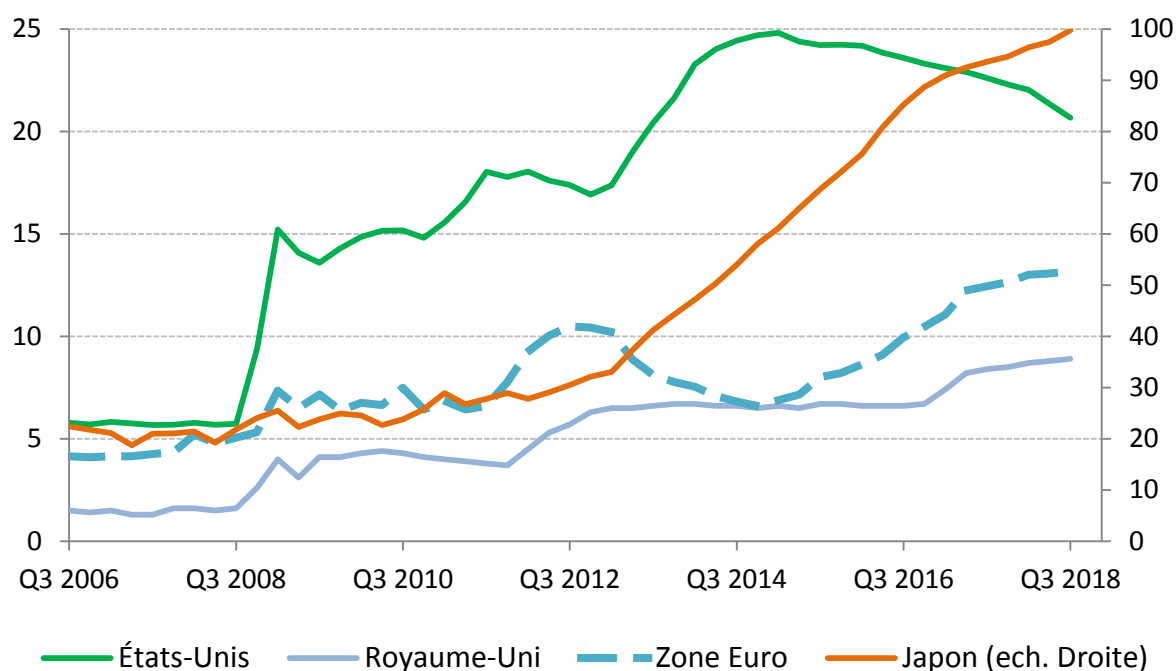
Ainsi, la politique budgétaire est contrainte par des niveaux de dette élevés (Graphique 2) qui, à une exception près, ne se sont guère réduits pendant la dernière phase d'expansion ; cette contrainte est aggravée par des évolutions structurelles, notamment le vieillissement de la population. La politique monétaire reste surchargée et est contrainte par le très faible niveau des taux d'intérêt et l'expansion du bilan des banques centrales (Graphique 3). Dans ce contexte, la tentation d'utiliser le taux de change pour redonner un peu d'espace aux politiques contracycliques est grande. Le G7 joue un rôle clé pour le maintien de l'engagement des pays émettant les principales devises internationales à ne pas cibler le change dans leur politique économique et pour prévenir ainsi le risque d'une guerre des monnaies.

Graphique 2 : Une dette publique des pays du G7 toujours élevée (% du PIB)



Sources : Datastream et FMI-WEO.

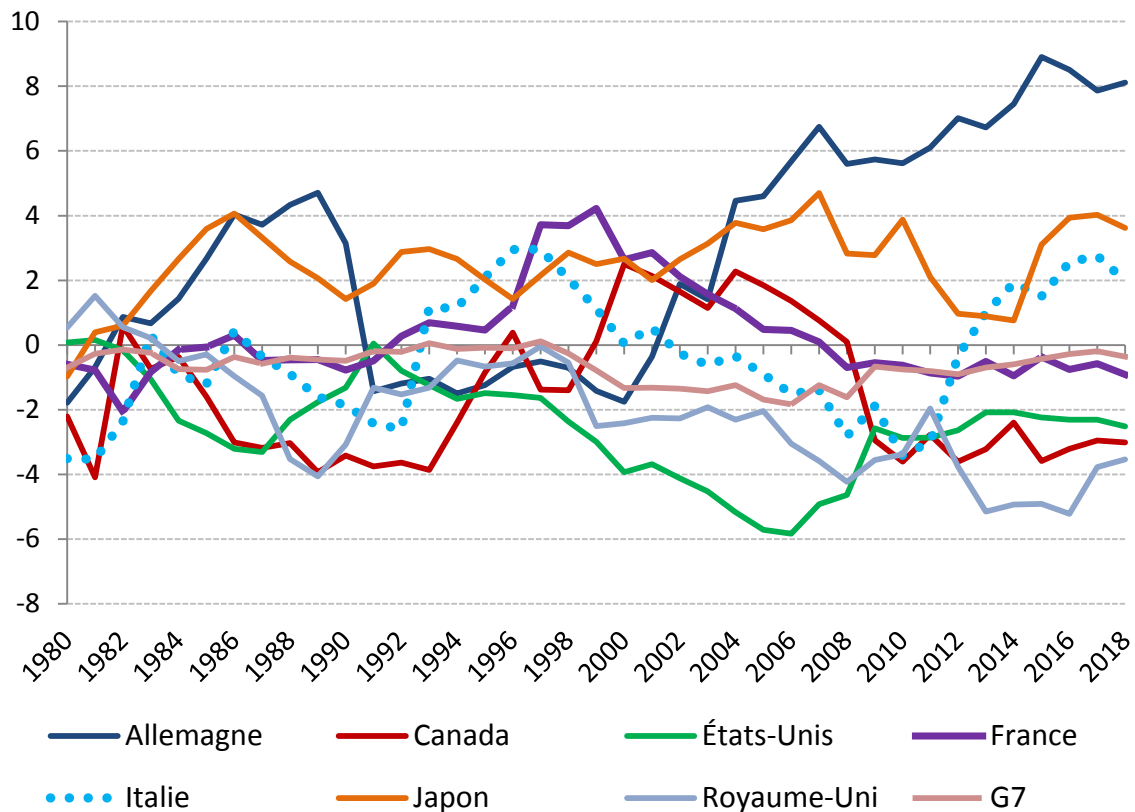
Graphique 3 : Des bilans des banques centrales des pays du G7 alourdis (% du PIB)



Sources : Datastream et sources nationales.

Ces choix de politiques budgétaire et monétaire accommodantes, s'ils ont permis une réponse symétrique face à la crise, ont aussi renforcé les déséquilibres externes au sein du G7 (Graphique 4). Associé à la hausse de l'endettement public, cela conduit à des risques accentués d'ajustements non coordonnés et brutaux. Une coopération accrue entre membres du G7 pour réduire ces risques en résorbant les déséquilibres mondiaux est donc nécessaire. Enfin, le solde des transactions courantes du G7 est équilibré, alors que ce groupe de pays a vocation, de par les fondamentaux économiques et démographiques à être exportateur structurel de capitaux. Ce fait, connu dans la théorie économique sous le nom de paradoxe de Lucas a des conséquences négatives en termes de rattrapage des économies en développement et de volatilité des flux de capitaux de et vers ces pays.

Graphique 4 : Une divergence accentuée des comptes courants des pays du G7 (% du PIB)



Sources : Datastream et FMI-WEO.

Par ailleurs, si la mondialisation a permis d'accélérer la convergence économique entre pays émergents et avancés et de réduire la pauvreté absolue, le mouvement de rattrapage est trop lent dans certaines régions, notamment en Afrique sub-saharienne. Le G7 peut et doit jouer un rôle important dans ce domaine. Enfin, la montée des inégalités, en partie associée à la mondialisation, au sein de la plupart des pays à commencer par les pays du G7, est un frein à la croissance mondiale. Une approche internationale des inégalités qui dépasse les considérations nationales est nécessaire. Si le G7 a intérêt dans tous ces domaines à donner l'exemple en matière de coopération multilatérale et à soutenir un multilatéralisme équitable, il reste à souhaiter que, dans la situation géopolitique actuelle où l'obtention d'un consensus est devenue plus difficile, cette ambition se matérialise.